

# L'espace, clé de la puissance européenne

Le Figaro · 4 luglio 2018

Kourou, Guyane française, 24 décembre 1979, 14 h 14 heure locale : le lanceur européen Ariane s'élève dans l'espace avec un grondement tonitruant. Le premier vol est couronné de succès. Les ingénieurs spatiaux européens viennent d'écrire leur propre miracle de Noël dans les livres d'Histoire. La logique derrière tout cela était et demeure aussi simple qu'évidente : disposer de son propre lanceur garantit à l'Europe un accès indépendant à l'espace. Les technologies spatiales sont indispensables à notre vie quotidienne ici sur Terre – smartphones, automobile, santé, industrie... –, l'espace est donc une clé de la puissance européenne.

Nous nous sommes ainsi construit une place de leader dans la conquête spatiale, aux côtés des États-Unis et de la Russie. Cette place a été conquise grâce à un engagement politique européen sans faille. Mais, cette place n'a rien de garanti. L'Inde et la Chine progressent chaque jour. Au-delà des États, c'est le développement du New Space qui transforme radicalement le marché spatial, et menace de placer l'Europe dans une situation défavorable. Aux États-Unis, l'étroite coopération entre institutionnels, NASA et secteur industriel a offert un cadre propice à l'initiative privée. Le gouvernement de Washington garantit à son secteur industriel une charge de travail importante sans contrainte spécifique sur l'organisation industrielle, et des investisseurs privés investissent des sommes importantes dans des projets spatiaux innovants et risqués. Sur 15 milliards de dollars investis ces dernières années par le secteur privé mondial dans des projets spatiaux innovants et risqués, 85 % de ces investissements se sont faits aux États-Unis.

Des entreprises comme SpaceX sont parvenues, en quelques années, à devenir des acteurs majeurs du spatial. Elles ont, pour ce faire, bénéficié de conditions optimales : soutien public à la construction de nouvelles usines et au développement de nouveaux produits avec des contraintes administratives minimales, accès à des marchés publics rentables, culture de l'innovation digitale et financement privé.

En parallèle, l'État américain affiche des ambitions spatiales et régaliennes claires : restauration du Space Council mis en place sous Kennedy, réflexion sur un corps d'armée spatial, colonisation humaine de l'espace...

Là où les États-Unis ont développé un modèle cohérent où privé et public s'épaulent mutuellement, l'Europe n'a pas encore résolu ses plus grandes difficultés : fragmentation, contraintes publiques importantes et lourdeur des processus décisionnels.

Si l'Europe veut continuer à écrire une histoire spatiale réussie et ambitieuse, elle doit passer dès maintenant à la vitesse supérieure. Les États membres, les agences spatiales, la Commission européenne et le secteur industriel doivent travailler ensemble. Nous avons besoin d'une meilleure coopération transfrontalière, de davantage de rapidité et de plus de courage.

L'Europe a besoin d'amorcer un nouveau départ fondé sur la compétitivité et l'efficacité. La compétitivité c'est par exemple l'abandon du « retour géographique » où chaque État membre conditionne sa participation à un projet de l'Agence spatiale européenne (ESA) en échange de contrats pour son industrie nationale, sans que ne soit prise en compte la qualité économique ou industrielle du partenariat. Aujourd'hui les composants d'Ariane sont ainsi partagés entre plusieurs entreprises de plusieurs pays européens, au lieu d'être attribués au fournisseur qui propose le meilleur rapport qualité-prix. Nos concurrents américains ou chinois ne se poseront pas tant de questions et récolteront les fruits de ces querelles géographiques.

L'Europe est-elle sérieusement prête à dépendre d'autres puissances pour accéder à l'espace ? C'est ce que signifierait le fait de lancer nos satellites institutionnels avec SpaceX afin d'économiser quelques deniers. Un choix illusoire, qui, à long terme, aurait un impact négatif sur nos finances publiques. Les Américains, eux, l'ont bien compris : lorsque Ariane était plus compétitive que les lanceurs américains, les États-Unis continuaient de confier le lancement de leurs satellites institutionnels à des entreprises américaines. Le secteur privé européen s'est déjà organisé et a pu montrer son efficacité à différents niveaux. En 2014, Airbus et Safran ont fondé ArianeGroup en fusionnant et consolidant leurs capacités de production. La même année a marqué le lancement du programme Ariane 6, dont la conception a été confiée à ArianeGroup, permettant d'atteindre l'objectif de réduction des coûts de 50 %.

Airbus a par ailleurs lancé plusieurs initiatives New Space au cours des dernières années avec le support important des États, comme la constellation de satellites OneWeb.

Ce sont des premières étapes importantes mais qui ne suffisent pas : l'évolution rapide du marché spatial oblige l'Europe à davantage de changements structurels et pragmatiques. Sans volonté politique, l'Europe perdra son rang de puissance spatiale. C'est au couple franco-allemand, qui finance 50 % du budget de l'ESA, d'impulser ces changements, comme il le fait depuis les années 1950.

Il y a quelques jours, la chancelière allemande Angela Merkel et le président de la République française Emmanuel Macron ont demandé à des experts du monde politique et du secteur industriel d'élaborer des options stratégiques pour faire face à la nouvelle donne concurrentielle du « New Space ». Les propositions de ce groupe d'experts doivent impérativement permettre de répondre à trois grandes questions.

D'abord comment garantir la place de l'Europe dans le « top 3 » du secteur spatial au cours des dix prochaines années et au-delà, tout en conservant un accès libre à l'espace ?

Il s'agit par ailleurs d'inventer une gouvernance spatiale européenne simple, rationnelle et efficace qui permettra d'obtenir une réduction des coûts et de garantir la compétitivité de nos industries.

Enfin, il faut donner du sens à notre programme spatial. Cela passe par la définition de priorités sur les bénéfices technologiques, économiques ou sécuritaires que peuvent attendre les citoyens européens.

Pour relever ce défi, tout le monde en Europe doit travailler ensemble : États membres, Commission européenne, agences spatiales, ESA et secteur industriel. Quand l'Europe

s'organise elle est capable des plus grandes choses : la progression d'Airbus et d'Ariane depuis les années 1970 après une situation initiale difficile en est un exemple frappant. L'heure est au choix. Nous, Européens, sommes-nous prêts à renoncer à un accès autonome à l'espace, à ce qu'il nous permet d'accomplir ici sur Terre, et pour lequel nous avons autrefois tant lutté ?

Cette question s'adresse avant tout aux femmes et aux hommes politiques européens. La communauté industrielle peut aider à répondre à cette question, au même titre que les mondes scientifiques, militaires et diplomatiques. Le temps presse.